



Section de Meurthe et Moselle

Compte-rendu CHSCT du 15 décembre 2015

CHSCT : INSEE pas grand chose !

M.SAILLARD absent, M. DAUBAIRE, juge et partie prend sa casquette...

Quand le SAR, Service Administration et Ressources, devient Search And Rescue.

Vous avez tous remarqué comme la période actuelle affiche une clémence climatique digne de la SARdaigne. Un vent venant du SAR à rats pousse partiellement de l'INSEE hors la bonne ville de NANCY.

Comme se plaît à nous réciter M.CREUSAT futur directeur régional à Strasbourg: « Il n'y a pas de vent favorable pour celui qu'INSEE où il va » (de Sénèque du désert). Pas foehn, la citation...

Et justement, le SAR soumis à la merci du SAR, Schéma Aménagement Régional, radio balise en imaginant son incertain avenir, même si l'on nous dit que ce n'est pas la peine d'en faire une tramontane...

Aussi, sur le sujet moulin à vent, nous pouvons reprendre Sénèque à notre compte : « Celui qui INSEE pas se taire, INSEE pas non plus parler ».

Cette parenthèse latine faite, Sénèque qu'un au revoir, la question qui nous taraude est comment et pour quelle raison les fonctions de pilotage du Service Administration et Ressources est de NANCY.

Interrogation à laquelle on nous répond, INSEE pas, INSEE rien. Un comble pour une administration dont la fonction est d'informer. Ce service n'a quand même pas été chassé à coups d'ACAL 47 par une SAR à bande de malfaiteurs. Il n'a pas été non plus dévoré par les mâchoires d'un DAUBAIREman.

Alors lançons des recherches Search And Rescue in sea.

Les travaux de désamiantage du bâtiment de l'INSEE ont commencé sous la forme d'un chantier par étage d'une durée de deux mois par chantier. Les agents sont répartis dans les étages momentanément épargnés, mais sans toutefois que nous puissions apprécier les conditions physiques et matérielles des installations, aucun plan n'étant mis à la disposition du CHSCT.

Une fois de plus, la réalité nous donne raison, nous avons prévenu des risques de très fortes nuisances sonores. Ce qui n'a pas manqué d'advenir lors de l'enlèvement des dalles et des carrelages. Tellement de bruit que les agents se croyaient en boîte de nuit, sur la piste du « Foisie Hot Club »

MM. CREUSAT, DAUBAIRE et FISCHER ont bien joué en mesure leurs partitions, une jolie berceuse « Braves agents dormez bien, ayez confiance, nous nous occupons de votre avenir, vous ne serez pas payés à ne rien faire ».

Suite à la réforme territoriale, l'INSEE Nancy est amputée du pilotage (SED) Service Enquêtes et Diffusions qui part en totalité à Strasbourg, nouveau chef-lieu de région. Quant au SAR, sa voilure se voit réduite.

En tirant le bilan, il apparaît en prenant en compte le site de Reims, une évaporation de 30 postes sur la route de Strasbourg. Concernant Nancy, 10 personnes sont en attente de solution. Solution dont les représentants de l'INSEE nous promettent la concrétisation par l'attribution d'autres travaux. Mais le diable s'habille en CREUSAT et non en PRADA, car nul ne peut dire quand et de quelle nature seront ces fameuses nouvelles missions.

Un fiche d'impact nous est bien fournie, mais dans les 6 pages qu'elle comprend, les risques professionnels ne représentent que 12 lignes (exclusivement des risques routiers). De ce fait, considérant que la mission essentielle du CHSCT ne peut pas être correctement remplie, l'intersyndicale demande une expertise externe. En effet, le rôle du CHSCT n'est pas de débattre sur le transfert des services mais de leurs conséquences sur les conditions de vie au travail des agents concernés. M. DAUBAIRE note cette demande, mais refuse que le CHSCT donne un avis.

Certainement que ce dernier en a assez de porter le chapeau de M. SAILLARD absent. Ces 2 casquettes du moment, peu compatibles, celle de président du CHSCT et l'autre de directeur régional de l'INSEE lui font perdre la tête.

Notre demande est appuyée par le médecin de prévention, Mme FORT, qui, dans son intervention, rappelle de manière soutenue que les suppressions d'emplois sont de l'humain ! La direction qui manquerait, ne serait-elle pas celle du bon sens ?

Nous aurions souhaité que l'inspecteur SST manifeste autant de punch et soit sur la même longueur d'onde !

En fin de compte, suite à la motivation précise et argumentée de Solidaires, il a été décidé de réaliser une expertise sur cette réorganisation.

Finalement notre point de vue l'a emporté, le CHSCT a émis un avis défavorable à l'unanimité sur la pertinence de la réorganisation.

* * *

Plan vigipirate : avec la recrudescence des fiches de signalement, on a souvent vu les pirates mais on attend toujours les vigiles !

Médiation y a l'téléphon qui son mais y a jamais person qui y répond !

Quant à la fiche navette signalant la souffrance des agents de Longwy en raison du manque d'effectif, doit-on demandé un EDD ou une médiation ?

Réponse : pas de conflit, la correspondante sociale a été saisie.

La crispation des agents exerçant le CSP d'initiative dans les SIP de Nancy et de Vandoeuvre générée par la création soudaine de la cellule CSP, a conduit à la signature d'une pétition, Solidaires Finances demande si, dans ce cas, une médiation ou un espace de dialogue ne serait pas nécessaire.

Réponse : plutôt un espace de dialogue... affaire à suivre. Suite au prochain CHSCT.

« Pour savoir où l'on va, il faut savoir où l'on est. »